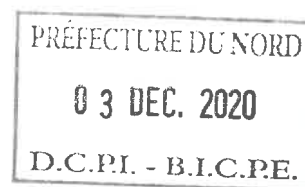


Philippe CELET
9, Allée des Jonquilles
59780 BAISIEUX

10693

Préfecture du Nord
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des ICPE
12, rue Jean sans Peur
CS 20003
59039 LILLE CEDEX

Baisieux, le 30/11/2020



LR AR 1A 181 708 6861 0.

Dossier SCL du Ménage à Catillon-sur-Sambre

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'avis de consultation du public en vue de l'obtention par la SCL DU MENAGE de l'enregistrement d'une installation classée pour un élevage de 399 vaches laitières à Catillon-sur-Sambre, Je souhaite faire part de mes observations suivantes.

---O---

Préalablement je rappelle que la SCL du MENAGE a été constituée le 09 janvier 2014 – Statuts en pièce jointe – **PIECE 1**.

Son objet social est la mise en commun dans sa totalité de la seule activité de production laitière de ses associés notamment par l'exploitation d'un atelier commun de traite.

Son capital social est composé de 160 parts dont 100 parts pour l'EARL DU MENAGE et 60 parts pour l'EARL FELBACQ.

L'EARL DU MENAGE représentée par son gérant Madame Maryse LIXON est nommée gérant de la SCL DU MENAGE pour une durée illimitée.

Comme il est indiqué dans l'historique de l'exploitation (page 3 du dossier de demande) la création de la SCL DU MENAGE fait suite à l'acquisition par Madame LIXON d'un titre de l'EARL FELBACQ le 09 janvier 2014, puis de la quasi-totalité des autres titres de l'EARL FELBACQ par Monsieur et Madame LIXON le 17 mars 2014.

Par décision collective des associés du 09 janvier 2014 Madame LIXON a été nommée co-gérante de l'EARL FELBACQ au 01° janvier 2014, zéro heure.

---O---

1/ Observation en ce qui concerne la lettre de demande adressée par Madame LIXON agissant en qualité de gérant de la SCL DU MENAGE à Monsieur le Préfet (page 1).

- Je fais observer que dans sa lettre de « demande au Préfet » du 26/09/2019 Madame LIXON indique « *Cette augmentation de cheptel est une préparation à l'arrivée du fils dans l'exploitation familiale* » - **PIECE 2.**
- Je fais observer que de tels arguments avaient déjà été avancés en 2013 par Madame LIXON à Monsieur le Préfet de L'Aisne sans pour autant être suivi des faits.

Qu'en effet dans sa demande pour acquérir un titre et la qualité d'associé-exploitant au sein de l'EARL FELBACQ adressée à Monsieur le Préfet de L'Aisne le 26 juin 2013, Madame LIXON motivait sa demande ainsi : « *la prise de participation de Mme LIXON au sein de l'EARL FELBACQ n'a pour unique objet de procéder à l'installation de son unique fils... Telles sont les raisons de la volonté de Mme LIXON de prendre dans un 1^{er} temps une participation symbolique au sein de l'EARL FELBACQ...* » **PIECE 3.**

Qu'à ce jour, soit plus de 7 ans après cette demande, le fils de Madame LIXON ne détient toujours aucune part de l'EARL FELBACQ et n'y est donc pas associé exploitant- **PIECE 4.**

Que dès l'autorisation préfectorale obtenue le 21/10/2013, et les voies de recours purgés, Madame LIXON a procédé le 09/01/2014 à l'acquisition d'un titre pour se conformer à sa demande initiale puis a procédé le 17/03/2013 à l'acquisition de la quasi-totalité des autres titres (99.99%) de l'EARL FELBACQ – **PIECE 5.**

Ce montage était destiné à contourner le contrôle des structures.

2/ Observation en ce qui concerne le chapitre « informations sur le projet » : Reprise de l'EARL FELBACQ et création de la SCL DU MENAGE (page 3).

- Je fais observer qu'un PV d'Assemblée générale extraordinaire de l'EARL FELBACQ daté du 17 mars 2014 à quinze heures indique que Monsieur FELBACQ associé-exploitant et co-gérant de l'EARL se voit « *interdit de toute immixtion de quelque nature que ce soit...Notamment, M Philippe FELBACQ s'interdit d'utiliser les formules de chèques de la société* » - **PIECE 6.**

Que cette disposition est contraire aux dispositions des articles du code rural suivants :

Article L324-8 (code rural) Créé par Loi 93-934 1993-07-22 annexe JORF 23 juillet 1993

Les associés qui participent effectivement, au sens de l'article L. 411-59 du code rural, à l'exploitation sont dénommés "associés exploitants". Les statuts doivent mentionner les noms de ceux qui ont cette qualité. Les associés exploitants doivent détenir ensemble plus de 50 p. 100 des parts représentatives du capital. Les associés choisissent parmi les associés exploitants, titulaires de parts sociales représentatives du capital, un ou plusieurs gérants.

Article L411-59 (code rural) Modifié par Ordonnance n°2006-870 du 13 juillet 2006 - art. 8 JORF 14 juillet 2006

Le bénéficiaire de la reprise doit, à partir de celle-ci, se consacrer à l'exploitation du bien repris pendant au moins neuf ans soit à titre individuel, soit au sein d'une société dotée de la personnalité morale, soit au sein d'une société en participation dont les statuts sont établis par un écrit ayant acquis date certaine. Il ne peut se limiter à la direction et à la surveillance de l'exploitation et doit participer sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de l'exploitation. Il doit posséder le cheptel et le matériel nécessaires ou, à défaut, les moyens de les acquérir

Article L324-9 Création Loi 93-934 1993-07-22 annexe JORF 23 juillet 1993

Le non-respect en cours de vie sociale de l'une des conditions prévues à l'article L. 324-8 n'entraîne pas la dissolution de plein droit de l'exploitation agricole à responsabilité limitée. Tout intéressé peut demander en justice la dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an. Ce délai est porté à trois ans si la méconnaissance des conditions dont il s'agit est due à la cessation d'activité d'un associé exploitant à la suite de son décès ou d'une incapacité à l'exercice de la profession agricole reconnue en

application de l'article 1106-3 ou du B de l'article 1234-3 du code rural. Faute d'associé exploitant, l'exploitation agricole à responsabilité limitée peut être gérée durant cette période par une personne physique désignée par les associés ou, à défaut, par le tribunal à la demande de tout intéressé. Le tribunal ne peut prononcer la dissolution si cette régularisation a eu lieu le jour où il statue sur le fond.

Qu'à ce jour Monsieur Philippe FELBACQ est toujours considéré comme associé-exploitant et co-gérant de l'EARL FELBACQ – **PIECE 7.**

- **Je fais donc observer que l'EARL FELBACQ, qui est associée à hauteur de 37.5% des parts sociales de la SCL DU MENAGE, peut faire l'objet d'une dissolution judiciaire à tout moment.**

3/ Observation en ce qui concerne le chapitre « Capacité techniques et financières » (page 19)

- Je fais observer que l'EARL FELBACQ, qui est devenue associée de la SCL du MENAGE au 01/01/2014, était en cessation de paiement au 31/12/2012 - **PIECE 8.**

Qu'aucun compte n'est publié depuis 2012.

Qu'entre 2011 et 2012 qu'aucun salaire du gérant de l'EARL n'a été comptabilisé au poste « salaires et charges » dans les comptes de la société et ce en infraction aux dispositions de l'article R324-3 du code rural – **PIECE 9.**

Article R324-3 du Code rural et de la pêche maritime - La rémunération perçue par les associés d'une exploitation agricole à responsabilité limitée du fait de leur participation effective aux travaux et qui constitue une charge sociale de l'exploitation selon les dispositions de l'article L. 324-7 ne peut être ni inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance ni supérieure à trois fois ce salaire, ou à quatre fois ce salaire pour les gérants de l'exploitation. Elle est fixée dans les conditions définies par les statuts de l'exploitation.

Que les comptes de l'EARL FELBACQ ainsi présentés, entre 2011 et 2012, n'étaient ni sincères ni conforme aux normes.

Que par un système de versement de rémunération détourné (compte courant d'associés débiteur de PLUS 320 000 euros au 31/12/2012) l'EARL FELBACQ se dispensait du paiement de ses cotisations à la MSA - **PIECE 8.**

Que plus récemment, au 15 janvier 2018, l'EARL FELBACQ, n'était pas en règle avec le régime social des associés exploitants non-salariés auquel Monsieur Philippe FELBACQ continuait à être affilié et ce en Infraction aux articles L722-1 et 722-20 du code rural - **PIECE 10.**

- **Je fais observer qu'aucune attestation de régularité fiscale et sociale de la SCL DU MENAGE et de ses associés n'est jointe à la demande.**

4/ Observation en ce qui concerne le chapitre « respect des prescriptions générales applicables à l'installation » - article 22 (pâturage des bovins) (page 29 et 30)

Par constat d'huissier dressé le 27 avril 2019 il a été constaté la présence de 31 génisses appartenant à la SCL DU MENAGE sur des parcelles affermées par Monsieur Philippe FELBACQ et mises à disposition de l'EARL FELBACQ.

Par mise en demeure du 27 avril 2019 il a été demandé des explications aux deux co-gérants de l'EARL FELBACQ sur la présence de ce cheptel sur les parcelles depuis le 20 avril 2019.

Aucune réponse n'a été apportée à la mise en demeure par les gérants de l'EARL FEBACQ et de la SCL du Menage.

Que dès la réception du courrier recommandé, soit le 03 mai 2019, la SCL DU MENAGE a immédiatement procédé à la régularisation des mouvements des bovins en indiquant une date de sortie rétroactive au 26 avril 2019 (saisie J+7) au lieu du 20 avril 2019 date à laquelle le cheptel était effectivement en pâturage sur des parcelles mises à disposition par Monsieur Philippe FELBACQ à l'EARL FELBACQ.

- Je fais donc observer qu'en date du 03 MAI 2019 ni l'EARL FELBACQ ni la SCL DU MENAGE n'étaient en conformité sur leurs obligations déclaratives (saisie maximum J+7) sur les mouvements d'animaux suivant l'arrêté du 06/08/2013 – chapitre VI – article 40 – PIECE 11.

5/ Je fais enfin observer qu'en page 39 du dossier il est indiqué que « L'EARL FELBACQ, représentée par Mme LIXON également, ne possède pas d'animaux et met l'intégralité de son parcellaire à disposition de la SCL DU MENAGE » - PIECE 12.

- Ces révélations mettent la situation juridique de la SCL DU MENAGE en difficulté.

- Il paraît difficile à l'EARL FELBACQ, qui est associée à hauteur de 37.5% des parts de la SCL DU MENAGE, de participer à l'atelier de production laitier puisqu'elle ne possède pas d'animaux !
- L'EARL FELBACQ n'a donc plus vocation à être associée à la SCL DU MENAGE – Article 8 des statuts de la SCL (pièce 1) « *les associés doivent ... participer personnellement et effectivement à l'activité de production laitière de la société sans se limiter à la direction...* »
- Que l'autorisation du préfet est subordonnée au respect de plusieurs conditions dont celle faite aux associés de participer personnellement et effectivement à l'activité laitière suivant l'article R654-111 du code rural – PIECE 13.
- Qu'il est rappelé l'obligation faite au gérant de la SCL de faire connaître au préfet du département dans lequel elle a son siège, dans un délai de deux mois, tout changement de situation par l'effet duquel elle cesse de remplir l'une ou plusieurs des conditions énumérées au II - PIECE 13.

- Dans ces conditions la demande d'extension faite au nom de la SCL DU MENAGE ne semble pas être recevable.

Vous remerciant de bien vouloir de prendre en considération les présentes observations au dossier de consultation du public du projet SCL DU MENAGE à Catillon-sur-Sambre.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes salutations respectueuses.

*pièces jointes
à disposition.*

P CELET

